

# Un tour gratuit

## Comment les pays riches gagnent un tour gratuit sur des subventions agricoles à l'OMC

Le dumping agricole a un effet dévastateur sur les pays pauvres. Le Cycle d'Uruguay à l'OMC était supposé mettre un terme aux subventions qui mènent au dumping, il s'est conclu par un échec – tout comme la Politique agricole commune de l'Union européenne et la politique agricole des Etats-Unis. Aujourd'hui, l'histoire se répète: le cycle de négociations de Doha est de nouveau en train de donner l'occasion aux pays riches de continuer leur dumping de produits subventionnés dans les pays pauvres. Oxfam croit que la réunion de l'OMC à Hong-Kong doit mettre un terme définitif à cette pratique hautement dommageable.

## Résumé

“... Notre troisième priorité commerciale est de s’assurer que ceux qui ont signé des accords commerciaux en respectent les termes. »

### **Remarque du Président Bush lors de la prestation de serment des représentants des Etats-Unis pour les négociations commerciales (mai 2005)**

« ... Le maïs ne paie pas, le maïs est très bon marché et tout ce que nous avons besoin d’acheter est très cher. »

### **Miguel Ángel Barrios, producteur de maïs de Vista Hermosa (Guatemala), directement touché par le dumping américain du blé**

Pascal Lamy, lorsqu’il était commissaire européen au commerce, promit que les pays pauvres n’auraient aucune concession à faire dans le cadre du cycle de négociation de Doha – qu’ils obtiendraient même un “tour gratuit” – nul n’aurait pu prédire que l’offre allait être complètement renversée.

La réalité est claire: à moins que le cours des négociations agricoles à l’OMC ne change radicalement, ce sont les Etats-Unis et l’UE qui obtiendront un “tour gratuit” – et le droit de poursuivre leur dumping. A la fin du cycle de Doha, aucun des deux ne sera contraint de retirer le moindre dollar des subventions qu’il octroie à ses agriculteurs. Alors que les pays en développement auront du faire de nombreuses concessions, sur l’accès au marché par exemple, qu’ils ont pu arracher en contre-partie de progrès illusoires.

Sur papier, les engagements des pays riches à réduire leurs subventions apparaîtront comme purs. Mais à cause des règles biaisées de l’OMC, l’Europe n’aura en fait aucune coupe à opérer dans ses subventions qui sont à la source du dumping. En réalité, les Etats-Unis et l’UE pourront même augmenter leurs subventions génératrices de distorsions commerciales – défiant complètement l’objectif même de ce cycle.

Alors que les pays riches ont apparemment accepté d’abandonner les subventions les plus viles de toutes – les subventions à l’exportation – en réalité ils pourront conserver la majorité de leurs autres formes d’aides qui fonctionnent comme des subventions à l’exportation déguisées ou qui mènent à la surproduction de nombreux produits agricoles qui intéressent les pays en développement. Ce sera dévastateur pour les pauvres agriculteurs ruraux. Rien qu’en Afrique de l’ouest, des milliers de cultivateurs de coton sont forcés d’abandonner leur terre chaque année à cause de la concurrence déloyale des Etats-Unis.

Le résultat du Cycle de Doha sera que ce dumping – qu’Oxfam définit comme l’exportation de produits à un prix inférieur à leur coût de production - se poursuivra, mettant les agriculteurs des pays en développement en faillite et augmentant la pauvreté et la souffrance.

## Une comptabilité créative

L'Europe et les Etats-Unis se targuent d'avoir réduit leur subventions au cours des dernières années mais, à ce jour, il n'y a pas eu de réduction substantielle, au mieux les aides existantes ont changé de dénomination.

- Depuis le début du Cycle d'Uruguay en 1986, les aides agricoles générales des pays développés sont virtuellement les mêmes (plus de 250 milliards de dollars par an en termes réels, selon l'OCDE).
- Malgré le manqué de réduction des niveaux d'aide actuels, les pays développés bénéficient d'une énorme flexibilité dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture à cause de la manière dont les règles ont été définies en 1994. L'Europe, par exemple, pourrait multiplier par dix le montant de ses subventions à l'exportation sur le blé tout en restant dans les limites autorisées.

## Ce que cachent les mots

Une comptabilité créative a été justifiée par l'introduction d'une distinction entre "bonnes" (c'est à dire non ou faiblement génératrices de distorsion commerciales) et "mauvaises" subventions domestiques (celles qui engendrent des distorsions). Mais cette distinction est largement artificielle, comme l'ont montré l'évaluation de l'impact réalisée par l'UE elle-même et le panel coton de l'OMC. De nombreuses subventions classées 'comme « non génératrices de distorsions commerciales » ne le sont pas et restent préjudiciables aux pays en développement.

Par exemple, le Cycle d'Uruguay a été créé pour réduire les subventions à l'exportation de manière substantielles. Cependant, à cause de la manière restrictive dont les subventions à l'exportation sont définies, l'UE et les Etats-Unis ont pu faire usage de subventions à l'exportation déguisées tout en observant l'accord à la lettre. Oxfam a calculé que les USA et l'UE sous-estiment massivement les niveaux réels de subventions des exportations. Les Etats-Unis octroient 200 fois plus d'aide sous forme d'exportations cachées qu'ils en déclarent, soit l'équivalent de 6,6 milliards de dollars par an (5,2 milliards d'euro). L'UE quant à elle, dépense l'équivalent de 4,1 milliards d'euro (5,2 milliards de dollars) en aides à l'exportation cachées. C'est quatre fois plus que ce qu'elle déclare à l'OMC.

Le prix auquel certaines récoltes sont vendues est exemplatif de cette situation. Grâce à la combinaison de différents mécanismes de soutien, les Etats-Unis peuvent exporter leur coton et leur blé à, respectivement, 35 et 47 pourcent de leur coût de production. Les exportations européennes de sucre et de bœuf se font à 44 et 47 pourcent de leur coût de production interne.

En outre, malgré l'engagement de l'UE et des USA dans les négociations actuelles d'éliminer toutes formes de subventions officielles, la plupart ne disparaîtra pas avant 2016.<sup>1</sup> De plus, du fait qu'elles encouragent les exportations à des prix artificiellement bas, de nombreuses subventions domestiques actuellement autorisées par l'Accord sur l'Agriculture engendrent des distorsions commerciales, ce qui mène à une surproduction

dans des secteurs qui intéressent les pays en développement et qui réduit leur potentiel d'exportation vers les pays du Nord.

Oxfam révèle que l'UE et les Etats-Unis pourraient en réalité augmenter leur niveau actuel de soutien générateur de distorsion commerciale de respectivement 28,8 et 7,9 milliards de dollars, s'ils parviennent à obtenir gain de cause dans les négociations agricoles actuelles.

Loin d'améliorer cette situation hautement injuste, les changements proposés dans le cycle de Doha, comme l'élargissement de la boîte bleue (catégorie de subventions), donneraient aux pays riches davantage de règles derrières lesquelles ils pourraient cacher les subventions qui nuisent aux pauvres.

- L'UE pourrait ainsi élargir ses aides et accorder un soutien générateur de distorsion commerciale mais défini au sein de l'OMC qui s'élèverait à 28,8 milliards d'euro par an.
- De la même manière, les Etats-Unis pourraient augmenter leur aide de 7,9 milliards par an sur base des niveaux actuels.

L'UE et les Etats-Unis ont déjà réformé leurs programmes de subventions domestiques et utilisent cet argument comme excuse pour ne pas entreprendre de changements significatifs supplémentaires. Cependant, nous savons maintenant que le dumping se produit au-delà de la définition étroite de l'OMC qui a conduit à des réformes des subventions dans le passé.

A cause de ces chicaneries, les pays riches sont maintenant dans la course pour signer un accord qui semble radical mais qui a été explicitement conçu pour permettre aux Etats-Unis et à l'UE de poursuivre leurs politiques agricoles nuisibles.

Tout cela contredit directement un des objectifs fondamentaux de l'OMC et des négociations agricoles en particulier: mettre un terme aux aides qui génèrent des distorsions commerciales. Mais l'UE et les Etats-Unis poursuivent leurs tentatives pour forcer les pays pauvres à abandonner leurs mesures de protection commerciale et d'aide agricole tout en maintenant les leurs en place.

Les récents panels de l'OMC sur le coton et le sucre ont établi de manière légale que les pays riches ne sont même pas parvenus à se soumettre aux règles lâches relatives aux subventions qu'ils ont eux-mêmes édictées durant le Cycle d'Uruguay, une revendication de longue date des pays en développement. Cela accorde au pays en développement une importante victoire légale et morale et crée un précédent qui devrait les renforcer dans leurs prochaines négociations commerciales.

Ces négociations peuvent être renversées d'une ou deux manières. Soit les pays développés peuvent persévérer dans l'esprit du processus de l'OMC et dégager un accord qui propose une transaction véritablement équitable aux pays en développement tout en autorisant le maintien des subventions pour soutenir les petits agriculteurs, le développement rural et la protection de l'environnement dans le Nord, soit ils doivent se préparer à devoir faire face à de nouveaux défis juridiques. Des actions pourraient être intentées à l'encontre d'autres secteurs où les subventions et les exportations sont

énormes comme le maïs et le riz. Bien entendu, réguler l'utilisation des subventions par la voie juridique ne serait qu'une solution moyennement intéressante en comparaison avec une amélioration et une clarification des règles négociées dans le cadre du Cycle de Doha. Les panels prennent du temps, coûtent cher et leurs décisions ne sont pas toujours appliquées. Résultat, ils ne garantissent pas la cohérence et la prévisibilité des règles. Néanmoins, si les pays riches continuent de paralyser les négociations et de biaiser les règles en matière agricole, les panels constituent une alternative viable pour les pays en développement qui sont capables d'intenter une action devant l'OMC et fatigués d'attendre une véritable réforme du commerce mondial.

## Ce qu'Oxfam demande aux négociateurs de l'OMC

Oxfam croit que l'UE et les Etats-Unis devraient, au strict minimum, trouver un accord sur les réformes des subventions agricoles suivantes:

2010 comme date de fin des subventions à l'exportation. Cela devrait se réaliser en mettant fin aux niveaux de subventions à l'exportation par des versements égaux chaque année.

Une mise en place "pro-développement" des réglementations sur le coton et le sucre lors de la réunion ministérielle d'Hong Kong.

Des diminutions plus importantes et plus rapides des aides domestiques qui sont génératrices de distorsions commerciales et l'élimination complète des aides au coton. Au minimum, les Etats-Unis devraient diminuer de 60 pourcent toutes les aides qui entrent dans le cadre de l'Amber box, et l'UE devrait en faire de même à concurrence de 70 pourcent d'ici la fin de la période de mise en application. Le niveau permis de la boîte bleue devrait diminuer de 50 pourcent et être plafonné à 2,5 pourcent de la valeur totale de la production agricole d'un pays. L'exception *de minimis* devrait être diminué de moitié pour les pays développés.

Les Boîtes bleue et verte doivent faire l'objet d'une plus grande discipline. Les critères actuels de la boîte bleue ne doivent pas être desserrés.

Pour améliorer la transparence, tous les membres de l'OMC devraient rendre annuellement compte de l'entièreté de leurs subventions au secrétariat de l'OMC.

L'aide alimentaire doit être fournie uniquement sous formes de subsides, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

Les pays en développement ne devraient pas être contraints de réduire leur programmes d'aide agricole domestiques. Ils sont très rares et la plupart d'entre eux contribuent à d'importants objectifs en terme de développement.

Les pays en développement devraient également être autorisés à utiliser des mesures de défense commerciale à l'encontre des produits « dumpés ».

Les pays développés devraient arrêter de négocier des Accords commerciaux régionaux avec les pays en développement et se concentrer plutôt sur la mise en place d'un système commercial multilatéral équitable

au niveau de l'OMC. Sous leur forme actuelle, les ACR forcent les pays en développement à accorder aux pays riches l'accès à leur marché sans la moindre garantie que les subventions qui mènent au dumping seront éliminées à l'OMC.

## Notes

<sup>1</sup> 2016 a été mentionné comme une date possible pour l'élimination des subventions à l'exportation par le ministre français de l'agriculture, Hervé Gaymard, et a été incluse dans le brouillon d'un nouvel accord agricole de l'OMC, également appelé "brouillon Harbinson".

© Oxfam International - Juin 2005

Ce document a été écrit par Liz Stuart et Gonzalo Fanjul. Oxfam remercie Emily Alpert, Teresa Caverio, Carlos Galián, Lorena Pereira, Kimberly Pfeifer et Tobias Reichert pour avoir contribué à sa production. Oxfam souhaite également remercier Scott Andersen, Jesús Antón, Michael Bailey, Luisa Bernal, Celine Charveriat, Rian Fokker, Penny Fowler, Mark Fried, Duncan Green, Marcos Jank, Jamie Morrison, Sophia Murphy, André Nasar, Ian Newton, Francesca Nicchia, Kate Raworth et Tim Rice pour leur appui. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives aux politiques humanitaires et de développement. Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche à condition d'en mentionner sa source de manière intégrale.

Version française: Thomas Noirfalisse

Pour toute information, veuillez envoyer un courrier électronique à [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

**Oxfam International** est une confédération de douze organisations actives ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à l'injustice : Oxfam America, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Community Aid Abroad (Australie), Oxfam Germany, Oxfam Great Britain, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Ireland, Novib Oxfam Nederland, Oxfam New Zealand, and Oxfam Québec. Contactez une de ces organisations pour plus d'informations ou surfez sur [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org).

**Bureaux de Plaidoyer d'Oxfam International :**

Washington: 1112 16th St., NW, Ste. 600, Washington, DC 20036, USA.

Tél.: +1.202.496.1170. E-mail: [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Brussels: 22 rue de Commerce, 1000 Brussels, Belgium.

Tél.: +322.502.0391. E-mail: [luis.morago@oxfaminternational.org](mailto:luis.morago@oxfaminternational.org)

Geneva: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland.

Tél.: 41.22.321.2371. E-mail: [celine.charveriat@oxfaminternational.org](mailto:celine.charveriat@oxfaminternational.org)

New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA.

Tél.: 1.212.687.2091. E-mail: [nicola.reindorp@oxfaminternational.org](mailto:nicola.reindorp@oxfaminternational.org)

Tokyo: Oxfam Japan, Maruko-Bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan.

Tél./fax: 81.3.3834.1556. E-mail: [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

<p><b>Oxfam America</b>  26 West St.  Boston, MA 02111-1206, USA  Tél.: +1.617.482.1211  E-mail: <a href="mailto:info@oxfamamerica.org">info@oxfamamerica.org</a>  <a href="http://www.oxfamamerica.org">www.oxfamamerica.org</a></p>	<p><b>Oxfam Hong Kong</b>  17/F, China United Centre  28 Marble Road, North Point, Hong Kong  Tél.: +852.2520.2525  E-mail: <a href="mailto:info@oxfam.org.hk">info@oxfam.org.hk</a>  <a href="http://www.oxfam.org.hk">www.oxfam.org.hk</a></p>
<p><b>Oxfam-en-Belgique</b>  Rue des Quatre Vents 60  1080 Bruxelles, Belgique  Tél.: +32.2.501.6700  E-mail: <a href="mailto:oxfamsol@oxfamsol.be">oxfamsol@oxfamsol.be</a>  <a href="http://www.oxfam.be">www.oxfam.be</a></p>	<p><b>Intermón Oxfam</b>  Roger de Llúria 15  08010, Barcelona, España  Tél.: +34.902.330.331  E-mail: <a href="mailto:info@intermonoxfam.org">info@intermonoxfam.org</a>  <a href="http://www.intermonoxfam.org">www.intermonoxfam.org</a></p>
<p><b>Oxfam Canada</b>  250 City Centre Ave, Suite 400  Ottawa, Ontario, K1R 6K7,  Canada  Tél.: +1.613.237.5236  E-mail: <a href="mailto:enquire@oxfam.ca">enquire@oxfam.ca</a>  <a href="http://www.oxfam.ca">www.oxfam.ca</a></p>	<p><b>Oxfam Ireland</b>  9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland  Tél.: +353.1.672.7662  <u>Oxfam Northern Ireland</u>  52-54 Dublin Road, Belfast BT2 7HN, UK  Tél.: +44.28.9023.0220  E-mail: <a href="mailto:communications@oxfam.ie">communications@oxfam.ie</a>  <a href="http://www.oxfamireland.org">www.oxfamireland.org</a></p>
<p><b>Oxfam Community Aid Abroad</b>  156 George St. (Corner Webb Street)  Fitzroy, Victoria 3065, Australia  Tél.: +61.3.9289.9444  E-mail: <a href="mailto:enquire@caa.org.au">enquire@caa.org.au</a>  <a href="http://www.caa.org.au">www.caa.org.au</a></p>	<p><b>Novib Oxfam Netherlands</b>  Mauritskade 9, Postbus 30919,  2500 GX, Den Haag, Netherlands  Tél.: +31.70.342.1621  E-mail: <a href="mailto:info@novib.nl">info@novib.nl</a>  <a href="http://www.novib.nl">www.novib.nl</a></p>
<p><b>Oxfam Germany</b>  Greifswalder Str. 33a  10405 Berlin,  Allemagne  Tél.: +49.30.428.50621  E-mail: <a href="mailto:info@oxfam.de">info@oxfam.de</a>  <a href="http://www.oxfam.de">www.oxfam.de</a></p>	<p><b>Oxfam New Zealand</b>  Level 1, 62 Aitken Terrace, Kingsland,  Auckland, New Zealand  <u>Adresse:</u> PO Box 68357, Auckland 1032,  New Zealand  Tél.: +64.9.355.6500 (Toll-free 0800 400 666)  E-mail: <a href="mailto:oxfam@oxfam.org.nz">oxfam@oxfam.org.nz</a>  <a href="http://www.oxfam.org.nz">www.oxfam.org.nz</a></p>
<p><b>Oxfam Great Britain</b>  274 Banbury Road  Oxford, OX2 7DZ, UK  Tél.: +44.1865.311.311  E-mail: <a href="mailto:enquiries@oxfam.org.uk">enquiries@oxfam.org.uk</a>  <a href="http://www.oxfam.org.uk">www.oxfam.org.uk</a></p>	<p><b>Oxfam Québec</b>  2330 rue Notre-Dame Ouest, Bureau 200  Montreal, Québec, H3J 2Y2, Canada  Tél.: +1.514.937.1614  E-mail: <a href="mailto:info@oxfam.qc.ca">info@oxfam.qc.ca</a>  <a href="http://www.oxfam.qc.ca">www.oxfam.qc.ca</a></p>

Published by Oxfam International June 2005

Published by Oxfam GB for Oxfam International under ISBN 978-1-84814-191-9